

MANIFESTATION AUCH

SAMEDI 4 JUILLET 2026

POUR EN FINIR AVEC LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES FAITES AUX FEMMES ET AUX ENFANTS

Le 4 juillet, nous marcherons, déterminées à enfin en finir avec les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes et aux enfants.

Nous marcherons en mémoire de Lyhanna, assassinée alors que le seul mis en cause avait déjà été dénoncé à la justice par plusieurs victimes dont une enfant victime d'une cinquantaine de viols ; assassinée alors qu'un précédent signalement avait été classé sans suite.

Nous marcherons en soutien à toutes les victimes, enfants comme adultes, à celles qui ont survécu et en hommage à celles qui ne sont plus parmi nous.

Nous marcherons en refus de l'impunité qui protège les agresseurs

Il est temps !

Il est temps de prendre en compte la gravité des violences qui sont perpétrées très majoritairement contre les femmes et les enfants. Il est temps de reconnaître leur caractère systémique dans une société patriarcale. Les féministes et les enfantistes le réclament depuis les années 1970.

Face à ces revendications, les pouvoirs successifs n'ont opposé que des mesures et des lois parcellaires, dictées par l'urgence d'affaires successives qui continuent de secouer l'opinion publique.

Depuis trois semaines, un mouvement sans précédent traverse notre pays, place Vendôme, devant les tribunaux et les préfetures, pour demander qu'enfin de véritables transformations aient lieu. Face à l'accumulation des affaires de violences sexuelles qui touchent les enfants et les femmes, les citoyen.ne.s demandent des actes en urgence. Nous connaissons les solutions !

Il est temps de changer de paradigme, de répondre par une loi cadre intégrale à des violences omniprésentes qui bouleversent radicalement la vie des victimes, enfants ou adultes.

La prévention et l'éducation, notamment avec l'EVARS à l'école, sont fondamentales. Mais aussi l'accompagnement des victimes, la prise en compte de leur santé physique comme psychique, la garantie d'un parcours pénal protecteur et respectueux des besoins des victimes, la prévention, la lutte contre la récidive et la réparation.

Sans passer sous silence les violences invisibles et donc inaudibles : au travail, dans la rue, dans le cabinet du gynécologue ou les mutilations sexuelles. L'impunité doit cesser !

C'est pour cela que nous, féministes et enfantistes, avons élaboré ensemble une loi-cadre intégrale qui prend en compte l'ensemble de ces aspects. Elle s'appuie sur l'expérience de toutes les associations qui viennent en solidarité aux victimes.

Une coalition parlementaire transpartisane (regroupant l'ensemble des groupes politiques sauf le RN et l'UDR) à l'Assemblée nationale a élaboré une proposition de loi à partir de ces éléments, en étroite collaboration avec les associations expertes. Elle est déposée depuis début décembre sur le bureau de l'Assemblée. et depuis lors nous demandons sa mise à l'ordre du jour. Nous demandons aussi les moyens financiers nécessaires à sa mise en œuvre.: 3 milliards d'euros par an .

Le premier Ministre, Sébastien Lecornu, vient de déclarer qu'elle serait débattue en octobre, tout en limitant immédiatement sur X sa portée.

Féministes et enfantistes, nous savons que la surenchère répressive prônée par l'extrême-droite et la droite extrême ne protégera ni les femmes ni les enfants.

Castration chimique, perpétuité réelle, rétablissement de la peine de mort. Ni la répression aveugle, ni la surenchère verbale, ni la politique du fait divers, n'ont jamais empêché les crimes et les délits.

Ces propositions ignorent de surcroît les besoins et les droits des victimes, réduites au rôle de prétexte dans des stratégies politiques conservatrices et réactionnaires.

C'est une loi-cadre intégrale qu'il nous faut.

NOUS MARCHERONS PARTOUT EN FRANCE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES, POUR CETTE LOI ET DES MOYENS LE 4 JUILLET ET TOUT LE TEMPS QU'IL LE FAUDRA. NOUS NE LÂCHERONS PAS.

Organisations locales de la Coalition féministe et enfantiste pour une loi cadre intégrale contre les violences sexuelles



Organisations locales appelantes :

A rajouter des réception de leur accord

**RENDEZ VOUS SAMEDI 4 JUILLET À 10H
DEVANT LE TRIBUNAL D'AUCH**